

# **REAMENAGEMENT DU PARKING GERARD PHILIPPE**

**118 rue Youri Gagarine  
94800 VILLEJUIF**

## **MARCHE DE TRAVAUX**

## **REGLEMENT DE CONSULTATION**

**Numéro de Marché: 1006 - 2025 - 04**

<b>Maître d'Ouvrage</b>  Hôtel de Ville, 1 Esplanade Pierre Yves COSNIER 94800 VILLEJUIF	<b>SPL GOSB</b>  Bâtiment Askia 11 avenue Henri Farman BP 748 94398 Orly Aéroport cedex
---	--

**Objet du Marché:**.....

Marché de Travaux pour le réaménagement du parking Gérard Philippe.....

à Villejuif (94800), 118 rue Youri Gagarine.....

**Pouvoir Adjudicateur :** Ville de Villejuif.....

Adresse : Hôtel de Ville, 1 Esplanade Pierre Yves COSNIER 94800 VILLEJUIF.....

**Mandataire** agissant au nom et pour le compte du maître d'ouvrage :

SPL GOSB.....

Adresse : Bâtiment Askia

11 avenue Henri Farman

BP 748

94398 Orly Aérogare cedex.....

Date limite de réception des offres : **le 01 septembre 2025**.....

Heure: **12h30**.....

## SOMMAIRE

<b>CHAPITRE 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHÉ.....</b>	<b>4</b>
Art. 1. 1 - Objet de la consultation .....	4
Art. 1. 2 - Décomposition en tranches .....	4
Art. 1. 3 - Durée du marché - Reconduction – Délais d'exécution .....	4
<b>CHAPITRE 2 - ORGANISATION DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>5</b>
Art. 2. 1 - Procédure de passation.....	5
Art. 2. 2 - Intervenants .....	5
2.2.1 - Maître d'Ouvrage : .....	5
2.2.2 - Maître d'Ouvrage Mandataire .....	5
2.2.3 - Maître d'Œuvre .....	6
2.2.4 - Etudes d'exécution.....	6
Art. 2. 3 - Mode de dévolution .....	6
Art. 2. 4 - Variantes - options - prestations supplémentaires éventuelles .....	7
2.4.1 - Variantes obligatoires - Variantes Entreprises.....	7
2.4.2 - Options.....	7
2.4.3 - Prestations supplémentaires éventuelles .....	7
Art. 2. 5 - Contenu du dossier de Consultation des Entreprises .....	8
Art. 2. 6 - Modifications de détail au dossier de consultation .....	8
Art. 2. 7 - Compléments à apporter aux CCTP .....	9
Art. 2. 8 - Validité des offres .....	9
Art. 2. 9 - Réalisation de prestations similaires .....	9
<b>CHAPITRE 3 - RETRAIT DU DOSSIER.....</b>	<b>10</b>
Art. 3. 1 - Retrait du dossier dématérialisé .....	10
Art. 3. 2 - Dossier de consultation non dématérialisé.....	10
<b>CHAPITRE 4 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....</b>	<b>11</b>
Art. 4. 1 - Présentation des candidatures .....	11
Art. 4. 2 - Eléments nécessaires à la sélection des offres .....	12
4.2.1 - Pièces administratives .....	12
4.2.2 - Mémoire justificatif des dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des travaux.....	12
<b>CHAPITRE 5 - JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHÉ .....</b>	<b>13</b>
Art. 5. 1 - Jugement des offres .....	13
Art. 5. 2 - Attribution du marché.....	14
<b>CHAPITRE 6 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES. 15</b>	<b>15</b>
Art. 6. 1 - Remise des candidatures et des offres sous forme dématérialisée .....	15
6.1.1 - Conditions de la dématérialisation.....	15
6.1.2 - Modalités d'envoi des propositions.....	16
Art. 6. 2 - Remise des offres sous forme papier.....	16
<b>CHAPITRE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>17</b>

## **CHAPITRE 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHE**

### **Art. 1. 1 - Objet de la consultation**

Le présent marché de travaux VRD est un marché unique et concerne les travaux d'aménagement du parking Gérard Philippe sis 118 rue Youri Gagarine.

Les travaux consisteront à réorganiser les stationnements et aménager les espaces qui seront pour partie végétalisés :

- Dépose enrobé existant et pose d'enrobé drainant sur une partie des espaces
- Végétalisation d'une partie des espaces et pose de mobilier urbain
- Création d'un potager

Les futures aménagements devront favoriser l'infiltration des eaux de pluie sur les parcelles et la perméabilité des sols : des matériaux perméables seront à privilégier ainsi que des matériaux à albédo élevé pour atténuation les effets d'îlot de chaleur

Une attention particulière sera apportée à :

- La solidité et durabilité des matériaux : Les alternatives perméables (comme les pavés perméables, les dalles végétalisées ou le béton poreux) doivent être choisies en fonction de leur résistance à l'usure, notamment sous l'effet du passage fréquent de véhicules.
- La capacité d'infiltration du sol : avant de désimperméabiliser, il sera vérifié la capacité d'infiltration du sol afin de permettre la gestion des eaux pluviales de la parcelle (auto-alimentation des plantations).
- L'entretien et gestion des végétaux

Le présent marché est un marché unique.

### **Art. 1. 2 - Décomposition en tranches**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches

### **Art. 1. 3 - Durée du marché - Reconduction – Délais d'exécution**

La durée du marché et les délais d'exécution figurent à l'acte d'engagement (art. 3.1). Il est fixé par le maître d'ouvrage et ne peut être changé. Le calendrier prévisionnel d'exécution est fourni dans le dossier de consultation.

Si une réduction de délai présente un intérêt pour le candidat, l'impact financier et technique de cette réduction de délai devra être pris en compte par le candidat dans son offre.

Par ailleurs le marché ne sera pas reconduit.

### **Art. 1. 4 - Marché réservé**

Le marché n'est pas réservé.

## CHAPITRE 2 - ORGANISATION DE LA CONSULTATION

### Art. 2. 1 - Procédure de passation

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée librement définie par le pouvoir adjudicateur dans le respect des dispositions de l'article L.2123-1 du code de la commande publique et selon les modalités particulières suivantes :

La procédure mise en œuvre est une **procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation**.

Le pouvoir adjudicateur éliminera les candidats dont la candidature sera jugée irrecevable ou dont les capacités seront jugées insuffisantes. Il procédera ensuite à l'analyse des offres remises par les candidats retenus. Il se réserve toutefois la possibilité de procéder à l'analyse des candidatures après analyse et classement des offres. Il pourra alors examiner uniquement la (ou les) candidatures du (ou des) candidats les mieux classés.

Le pouvoir adjudicateur éliminera les offres inappropriées et décidera d'engager ou non les négociations, le pouvoir adjudicateur pouvant en toute hypothèse décider d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Dans l'hypothèse de négociations et sur la base des critères de sélection du présent règlement de consultation, le maître d'ouvrage négociera avec les 3 premiers candidats du classement des offres. Dans ce cas, il devra au préalable s'assurer de la validité de la candidature et notamment demander à ce stade les pièces mentionnées à l'acte d'engagement, qui sont à produire au stade de l'attribution du marché.

En outre, la négociation ne pourra avoir lieu qu'avec les candidats qui ont remis une offre régulière, le pouvoir adjudicateur se laissant la possibilité de faire régulariser les offres irrégulières, avant négociation

La négociation, si elle est mise en œuvre, se déroulera en une seule phase.

À l'issue de ces négociations, il retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix des offres définis dans l'avis et/ou dans le présent règlement de la consultation.

En cas d'absence de remise d'une offre par le candidat dans le cadre de la négociation, l'acheteur tiendra compte de la dernière offre conforme remise par ce candidat pour procéder à son analyse.

### Art. 2. 2 - Intervenants

#### 2.2.1 - Maître d'Ouvrage :

Ville de VILLEJUIF  
Hôtel de Ville,  
1 Esplanade Pierre Yves COSNIER  
94800 VILLEJUIF

#### 2.2.2 - Maître d'Ouvrage Mandataire

Le Maître d'Ouvrage Mandataire agissant au nom et pour le compte de la Ville est :

SPL GOSB  
Bâtiment Askia  
11 avenue Henri Farman  
BP 748  
94398 Orly Aérogare cedex

### 2.2.3 - Maître d'Œuvre

Le Maître d'œuvre est :

LOGABAT Ingénierie  
12 rue Louis Bertrand  
94200 IVRY

La mission de la maîtrise d'Œuvre, comprend :

- Les études de conception du projet.
- L'Assistance au maître de l'ouvrage pour la conclusion des marchés d'entreprises.
- La direction générale de l'exécution par les entreprises consistant à :
  - o Donner aux Entrepreneurs des directives propres à assurer le respect des dispositions prévues au Marché. Ces directives ne déchargeant pas les entreprises de leurs obligations contractuelles et de leurs responsabilités d'études techniques, de mise en œuvre, de surveillance et de sécurité.
  - o Examiner la conformité des documents d'exécution établis par les entreprises aux documents contractuels établis par la maîtrise d'œuvre, (il est bien précisé que la mission exécution (EXE) est la charge complète de l'entreprise)
  - o Effectuer des réunions d'étude, des inspections périodiques ou inopinées du chantier, contrôler l'avancement des travaux.
  - o Diriger les réunions de chantier et en établir les comptes rendus.
- L'Assistance au maître de l'ouvrage pour qu'il réceptionne et règle les ouvrages.

### 2.2.4 - Etudes d'exécution

Les études d'exécution des ouvrages seront établies et exécutées par l'entrepreneur du présent marché, elles seront visées par le maître d'œuvre avant tout début d'exécution.

## Art. 2. 3 - Mode de dévolution

Le présent marché est un marché unique.

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. Un seul marché sera donc passé pour la réalisation des travaux.

Le marché sera conclu avec une entreprise unique ou des entreprises groupées.

En cas de constitution d'un groupement, dans le cas où il ne revêtirait pas cette forme lors du dépôt de sa candidature ou de son offre, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contraindre le groupement attributaire à revêtir la forme d'un groupement :

☒ Conjoint

☐ Solidaire.

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire des autres membres du groupement.

Possibilité de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements :

☐ Oui

☒ Non

## **Art. 2. 4 - Variantes - options - prestations supplémentaires éventuelles**

Pour le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse, une offre incomplète sera éliminée.

Les candidats présenteront un dossier général « options » et « variantes » comportant un sous dossier particulier pour chaque option et variante.

Ils indiqueront, en outre les répercussions de chaque option et variante sur le montant de leur offre de base :

- Les rectifications à apporter, éventuellement, au cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.),
- Les modifications du cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) qui sont nécessaires pour l'adapter aux options exigées.

### **2.4.1 - Variantes obligatoires - Variantes Entreprises**

■ La proposition de variantes Entreprises n'est pas autorisée, cependant le marché comporte des variantes imposées définies dans le CCTP et AE.

~~☐ Le marché ne comporte pas variante.~~

Les candidats doivent présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation (solution de base).

Ils indiqueront, outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base :

- les rectifications à apporter, éventuellement, au cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- les modifications du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) qui sont nécessaires pour l'adapter aux variantes proposées.

### **2.4.2 - Options**

■. Le marché comporte des options définies dans les CCTP.

~~☐ Le marché ne comporte pas d'option~~

Les candidats doivent impérativement répondre aux options définies dans le C.C.T.P. Les propositions de d'options et variantes compléteront l'acte d'engagement de la solution de base.

### **2.4.3 - Prestations supplémentaires éventuelles**

■. Le marché ne comporte pas prestation supplémentaire éventuelle.

~~☐ Le marché comporte des prestations supplémentaires éventuelles définies dans les CCTP~~

## **Art. 2. 5 - Contenu du dossier de Consultation des Entreprises**

Le Dossier de Consultation remis aux entreprises contient :

- Le présent Règlement de Consultation
- Acte d'engagement (A.E) et ses annexes, et calendrier prévisionnel d'exécution des travaux en attendant son remplacement, par le calendrier détaillé d'exécution, qui sera établi pendant la période de préparation et deviendra contractuel après approbation du Maître d'Œuvre et du Maître d'Ouvrage
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et annexes applicables aux travaux effectués pour le compte du Maître de l'Ouvrage.
- Rapports d'essai de perméabilité établi SEMOFI
- Rapport de Diagnostic Pollution établi par SEMOFI
- Rapport de Diagnostics amiante enrobé établi par APAVE
- Rapport de Détection des réseaux existants établi par Detect Réseaux
- Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et les annexes techniques.
- Plans généraux et techniques représentant les ouvrages à exécuter et leur liste :  
Il est entendu que ces documents se complètent. En cas de contradiction entre ces documents, ce sont ceux de "détails" qui prévalent sur les plans de l'ensemble. L'Entrepreneur doit vérifier soigneusement toutes les indications portées aux dessins, notamment, les cotes dimensionnelles et de niveaux, s'assurer de leur concordance entre les différents plans.
- Décomposition du Prix fournie dans le dossier d'appel d'offre renseignée établie par l'Entrepreneur.  
(Ces documents n'auront de valeur contractuelle que pour le règlement des situations et des travaux en plus ou en moins, ces derniers acceptés ou réclamés par le Maître de l'Ouvrage sur conseils du Maître d'Œuvre. Les devis et mémoires des travaux en plus et en moins ne détruisent pas le caractère forfaitaire du Marché).  
Elle ne pourra donc pas servir à donner une indication contractuelle que ce soit sur les quantités ou sur la nature d'ouvrages et de fournitures à exécuter par l'attributaire du Marché.

## **Art. 2. 6 - Modifications de détail au dossier de consultation**

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter **au plus tard 10 jours avant la date limite** fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.



## **Art. 2. 7 - Compléments à apporter aux CCTP**

Les candidats n'ont pas à apporter des modifications aux CCTP des différents lots pour tout ce qui concerne la solution de base décrites dans l'ensemble des CCTP, ainsi que options et variantes obligatoires.

En revanche Ils devront également :

- Présenter dans leur offre une liste donnant les principales caractéristiques ou références des principales fournitures ou matériaux qu'ils proposent.
- Dans le cas de propositions de variantes limitées, apporter les indications éventuellement nécessaires à la description et à l'évaluation de ces variantes afin de permettre leur comparaison avec la solution de base.

Les candidats pourront compléter le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) par des propositions techniques concernant les points qui présentent apparemment des imprécisions, voire des incohérences ou des contradictions. Dans le cas contraire, le C.C.T.P. sera réputé accepté sans réserve et ses stipulations seront donc appliquées en tant que telle.

Les offres des candidats sont réputées comprendre toutes les prestations nécessaires à la réalisation des ouvrages complets et achevés, même si les prestations définies et demandées sont d'un niveau de finition modeste, voire grossier ou rudimentaire.

Les solutions techniques décrites dans les CCTP ou dessinées dans les documents graphiques doivent être considérées comme une illustration des prestations à réaliser. La définition du contenu exhaustif des prestations reste de la seule responsabilité de l'entrepreneur. Celui-ci ne pourra donc se prévaloir en aucune façon des lacunes dans le dossier de consultation pour justifier une offre incomplète.

Aussi, l'entrepreneur devra :

- Pendant la période d'élaboration de son offre, signaler au maître d'ouvrage, tout oubli, erreur, lacune, incohérence, ambiguïté, etc.... du dossier de consultation, dès qu'il en aura pris conscience.

Le maître d'œuvre apportera alors les modifications nécessaires au dossier.

- Signaler dans son offre, les observations, réserves ou doutes que suscite pour lui le projet et indiquer les conséquences sur les limites de validité de son offre.

Il devra également indiquer les présupposés et prérequis qui ont été pris en compte dans l'élaboration de son offre.

Le titulaire du marché ne pourra, en aucune façon, pendant les travaux, prétendre à une augmentation de sa rémunération pour la réalisation de prestations décrites incorrectement dans le DCE mais normalement dues pour une bonne réalisation des ouvrages (à l'exception éventuelle des prestations ayant fait l'objet d'observations dans le dossier d'offre dûment acceptées lors de la mise au point du marché).

## **Art. 2. 8 - Validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours (cent vingt jours)**. Il court à compter de la date limite fixée par la remise des offres.

## **Art. 2. 9 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés de travaux ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence. Dans la mesure où la mise en concurrence du premier marché doit avoir pris en compte le montant total envisagé, le montant des marchés de prestations similaires ne pourra en aucun cas faire excéder un éventuel seuil de procédure, cela entraînerait de fait irrégularité du marché..

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

## CHAPITRE 3 - RETRAIT DU DOSSIER

### Art. 3. 1 - Retrait du dossier dématérialisé

Conformément à l'Avis Public d'Appel à la Concurrence (AAPC), **le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises est dématérialisé. Il ne pourra en aucun cas être remis sur support papier ou sur support physique électronique.**

Les candidats devront télécharger les documents dématérialisés du dossier de consultation des entreprises, documents et renseignements complémentaires via le site internet **Maximilien** dans la Salle des Consultations.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les soumissionnaires devront disposer du logiciel Java et des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard .zip (lisibles par les logiciels Winzip ou Quickzip par exemple)
- Adobe® Acrobat® .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader)
- Rich Text Format .rtf (lisibles par l'ensemble des traitements de texte : word de Microsoft, Wordperfect, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft...)
- .doc ou .xls ou .ppt en version 2000-2003 (lisibles par l'ensemble Microsoft Office, Open Office, ou encore la visionneuse de Microsoft...)
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, Free DWG Viewer d'Informative Graphics, ...)

Tous les logiciels requis peuvent être téléchargés gratuitement sur le profil acheteur.

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non-identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non-indication de ladite adresse électronique ou en cas de suppression de l'adresse. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

En cas de difficulté quant au téléchargement du DCE, le candidat est invité à se rapprocher de la hotline technique de la plateforme de dématérialisation.

### Art. 3. 2 - Dossier de consultation non dématérialisé

Le dossier de consultation des entreprises n'est pas disponible sur support papier ni sur support physique électronique.

## CHAPITRE 4 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

### Art. 4. 1 - Présentation des candidatures

Les éléments nécessaires à la sélection des candidatures et les modalités de leur présentation sont :

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire **les pièces ci-dessous définies, rédigées en langue française** réunies au sein d'un sous-dossier "candidature":

**1) DC1 : Lettre de candidature et désignation du mandataire par ses co-traitants** comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de réponse en groupement.

Le DC1 est signé par le représentant du candidat, et en cas de groupement, soit par chacun des membres du groupement, soit par le seul mandataire du groupement si celui-ci produit les habilitations signées de chacun des autres cotraitants.

**Le DC1 devra contenir la déclaration sur l'honneur** attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

A défaut les attestations sur l'honneur de chaque co-traitant devront être fournis séparément.

**2) DC2 : déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement**

Les candidats pourront faire usage des formulaires DC1 et DC2 qu'ils pourront se procurer sur le site du ministère de l'économie à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

**3) Le candidat en redressement judiciaire** devra produire copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

**4) Les pièces définies ci-dessous permettant l'évaluation de leur activité professionnelle, capacité économique et financière, capacités techniques et professionnelles**

Aptitude à exercer l'activité professionnelle :

Capacité économique et financière :

Capacités techniques et professionnelles :

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le maître de l'ouvrage s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

**5) L'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle** en cours de validité (c'est-à-dire justifiant le paiement des primes pour la période en cours).

**6) Un document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.**

**7) - Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail**

- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus

- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées aux 1 à 7 ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché.

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le maître de l'ouvrage s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

**Pour la présentation des éléments de leur candidature :**

Un document unique de marché européen (**DUME**), rédigé en français, pourra être remis par le candidat, chaque cotraitant et chaque sous-traitant en lieu et place :

- De la déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies à l'article 45 et 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015
- Des documents et renseignements demandés par le pouvoir adjudicateur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat.

Le DUME peut être accessible :

- Par le profil d'acheteur
- Par l'utilitaire disponible à l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>
- Par l'outil mis en place par la Commission européenne

**Art. 4. 2 - Eléments nécessaires à la sélection des offres**

**Les candidats admis à remettre une offre, auront à produire**, pour le choix de l'offre, **les pièces ci-dessous définies rédigées en langue française :**

**4.2.1 - Pièces administratives**

- Un acte d'engagement (A.E.) (*cadre ci-joint à compléter, à dater, à parapher sur chaque page et à signer*).
- Le cadre du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP). (*à dater, à parapher sur chaque page et à signer*).
- La décomposition du prix global et forfaitaire sur la base des cadres de bordereaux établis par la maîtrise d'œuvre.
- Projets avec variantes à présenter dans le respect des modalités prévues à l'article 2.4 ci-dessus

Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP), leurs annexes et autres pièces du DCE ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le maître de l'ouvrage font foi. Le candidat signera ces documents dans le cadre de la mise au point du marché. A défaut les documents détenus par le maître de l'ouvrage et notifiés au titulaire seront les documents contractuels.

**4.2.2 - Mémoire justificatif des dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des travaux**

Ce document détaillera: Le planning général des travaux avec le phasage envisagé, le plan d'installations envisagées, l'identification des tâches se trouvant sur le chemin critique du déroulement du chantier. Ce mémoire détaillera également les variantes obligatoires d'optimisation telles que demandées dans les documents de la consultation.

Le candidat précisera également la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation du maître d'ouvrage.

Ce mémoire devra par ailleurs comporter :

- Planning des études d'exécution et de remise des documents d'exécution.
- Un programme d'exécution des ouvrages, indiquant de façon sommaire la durée prévisionnelle des différentes phases du chantier,
- La description des procédés et moyens d'exécution envisagés.
- Phasage des travaux et organisation mis en place pour garantir l'accès sécurisé à la PULP et à la Maison Pour tous durant les travaux ainsi que les principales mesures prévues pour assurer la sécurité du chantier sur la base d'un PIC.
- Moyens et procédures mises en œuvre par l'entreprise pendant l'année de parachèvement
- Les indications concernant la provenance des principales fournitures et, éventuellement, les références des fabricants de process.
- Une note distincte sera éventuellement présentée pour l'emploi de matériaux et/ ou fournitures de type nouveau.
- Une note descriptive des installations d'hygiène prévues.

## CHAPITRE 5 - JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHE

### Art. 5. 1 - Jugement des offres

La commission d'appel d'offres choisira l'offre économiquement la plus avantageuse à l'issue d'un classement, selon les critères suivants pondérés :

1. Prix des prestations. Pondération **0,4**.

2. Valeur technique de l'offre. Pondération **0, 5**.

appréciée au vu des thèmes à développer dans le mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux :

- Moyens humains, techniques et matériels mis en œuvre par le candidat pour 30% ;
- Méthodologie et modalités opérationnelles du chantier pour 25% ;
- Note sur l'organisation mise en place pour garantir l'accès sécurisé à la PULP et à la Maison Pour tous durant les travaux ainsi que les principales mesures prévues pour assurer la sécurité du chantier sur la base d'un PIC : 35%
- Phasage travaux : 5%
- Moyens et procédures mises en œuvre par l'entreprise pendant l'année de parachèvement pour 5 %

3. Proposition d'optimisation du Délai de réalisation des travaux **0,1**

#### **Rectification des offres :**

- En cas de discordance constatée dans l'offre, les indications portées en lettres sur l'état des prix forfaitaires et/ou le bordereau des prix unitaires, prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

- En cas de prix unitaire, les erreurs de multiplication, d'addition ou de report, qui seraient constatées dans ce détail estimatif, seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération.

- Dans le cas de prix forfaitaire, si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, sont constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, ou d'un prix forfaitaire dans l'offre du concurrent, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation, sauf dans le cas exceptionnel où il s'agirait de rectifier une erreur purement matérielle, d'une nature telle que nul ne pourrait s'en prévaloir de bonne foi dans l'hypothèse où le candidat verrait son offre retenue.

- Dans le cas de prix unitaire et si le sous-détail d'un prix unitaire est demandé, si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont constatées dans ce sous-détail, dans l'offre d'un concurrent, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation, sauf dans le cas exceptionnel où il s'agirait de rectifier une erreur purement matérielle, d'une nature telle que nul ne pourrait s'en prévaloir de bonne foi dans l'hypothèse où le candidat verrait son offre retenue.

Toutefois, si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier ce sous-détail pour le mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

## **Art. 5. 2 - Attribution du marché**

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira dans un délai de 8 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage :

- Les pièces visées aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique, à savoir notamment :
  - o Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents
  - o Les pièces prévues aux articles R.1263-12, L.2312-27, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail
  - o Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou un document équivalent comportant le numéro unique d'identification INSEE du candidat permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13
  - o Un certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés.
  - o Le jugement de redressement judiciaire le cas échéant.

Selon les pièces déjà transmises par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché et toujours en cours de validité, l'acheteur ne sollicitera le candidat que pour les pièces manquantes.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra, dans le même délai, produire ces mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants.

- L'attestation d'assurance responsabilité civile décennale

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle, celle-ci sera à remettre dans le même délai.

Pour la production des pièces demandées au candidat attributaire, celui-ci pourra se prévaloir des modalités particulières d'accès aux documents éventuellement définies à l'article « présentation des candidatures », en transmettant, dans le délai défini pour la transmission de ces pièces, les informations correspondantes.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

## **CHAPITRE 6 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Les propositions sont rédigées en langue française.

**Les conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres qui suivent s'imposent aux candidats.**

**Toute remise sous une autre forme que celle imposée au présent règlement de la consultation entraînera l'irrégularité de l'offre.** Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra néanmoins s'il le souhaite demander aux candidats concernés de régulariser leur offre.

### **Art. 6. 1 - Remise des candidatures et des offres sous forme dématérialisée**

#### **6.1.1 - Conditions de la dématérialisation**

Les candidatures et offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Les soumissionnaires souhaitant répondre sous forme dématérialisée devront constituer leur dossier en tenant compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée :

Tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants (texte à adapter selon la plateforme) :

- Standard .zip
- Adobe® Acrobat® .pdf
- Rich Text Format .rtf
- .doc ou .xls ou .ppt en version Microsoft Office 2000-2003 ou antérieurs
- le cas échéant, le format DWF
- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif

En cas de format différent, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de rejeter l'offre du candidat.

**Le soumissionnaire est invité à :**

- Ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- Ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- Traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus

### 6.1.2 - Modalités d'envoi des propositions

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance de la notice d'utilisation de la salle des consultations du site web Maximilien et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise. En cas de difficulté lors de la remise des offres, le candidat est invité à se rapprocher du support technique du site.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Les candidatures et les actes d'engagement transmis par voie électronique sont signés au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics. Ils sont ensuite chiffrés.

Les certificats de signature électronique utilisés doivent être **conformes au règlement n°910/2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques dit « eIDAS »** :

La signature doit être une signature « avancée » reposant sur un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement.

La liste de ces prestataires est publiée, pour la France, par l'ANSSI : <https://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

Pour les candidats européens, la Commission européenne tient également une liste des prestataires de confiance : <https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/tl/FR/3>

Le candidat peut également utiliser un certificat ne figurant sur aucune de ces listes mais délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement.

Si le candidat utilise un autre outil de signature que celui du profil acheteur, il doit transmettre le « mode d'emploi » permettant de procéder à la vérification de la validité de la signature électronique. En revanche, lorsque le signataire utilise le certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur, il est dispensé de transmettre la procédure de vérification de la signature électronique.

Les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, abrogé à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2018, demeurent régis par ses dispositions jusqu'à l'expiration de leur date de validité.

Seuls les formats de signature PAdES, CAdES et XAdES sont acceptés.

Le soumissionnaire reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de sa part signature électronique au sens de l'article 1367 du Code civil qui, entre les parties, a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. En cas de désaccord entre les parties, il appartient au soumissionnaire de moLe soumissionnaire devra s'assurer du chiffrement de son offre avant envoi.

Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

#### **En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :**

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme virus informatique malveillant est détecté par le maître d'ouvrage peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé

Le maître d'ouvrage reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté

### **Art. 6. 2 - Remise des offres sous forme papier**

Sans objet



## CHAPITRE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande écrite via la plateforme de dématérialisation Maximilien.

Une réponse sera alors publiée sur cette même plateforme au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres à tous les candidats ayant reçu le dossier.

Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article 6.1 du présent document.

Fait à : Vincennes .....le :

Le Maître d'ouvrage mandataire agissant au nom et pour le compte de la ville de Villejuif